

Françoise AUTIER

Expert-comptable diplômée
Commissaire aux Comptes
Expert Judiciaire

SOCIETE DE RETRAITES
DES CONSEILLERS DE PARIS
AU TITRE DE LEUR MANDAT DEPARTEMENTAL

Hôtel de Ville
75196 PARIS RP

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 Décembre 2024

~~Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Paris~~

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles

5, Place des Trois Gares - 95800 CERGY-LE-HAUT - Tél 01 34 46 09 99 - Fax 01 34 46 10 44
email : cabinetfpa@sfr.fr

TVA intracommunautaire : FR 51 388 358 913 - SIRET 388 358 913 00027 - Code NAF 6920Z

Françoise AUTIER

Expert-comptable diplômée
Commissaire aux Comptes
Expert Judiciaire

SOCIETE DE RETRAITES
DES CONSEILLERS DE PARIS
AU TITRE DE LEUR MANDAT DEPARTEMENTAL

Hôtel de Ville
75196 PARIS RP

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Comptes annuels - Exercice clos le 31 Décembre 2024

Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Paris
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles
5, Place des Trois Gares - 95800 CERGY-LE-HAUT Tél 01 34 46 09 99 - Fax 01 34 46 10 44
email : cabinetfpa@sfr.fr
TVA intracommunautaire : FR 51 388 358 913 . SIRET 388 358 913 00027 . Code NAF 6920Z

Françoise AUTIER

Expert-comptable diplômée
Commissaire aux Comptes
Expert Judiciaire

SOCIETE DE RETRAITES
DES CONSEILLERS DE PARIS
AU TITRE DE LEUR MANDAT DEPARTEMENTAL

Hôtel de Ville
75196 PARIS RP

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Comptes annuels - Exercice clos le 31 Décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 8 juin 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOCIETE DE RETRAITE DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DE PARIS ET DES CONSEILLERS GENERAUX DE LA SEINE relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société de retraite à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons effectué notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Il est **expressément convenu**, et ce depuis l'origine du mandat, qu'il n'entre pas dans notre mission le contrôle du calcul individuel de chaque retraite ou réversion payée, et l'attribution à chaque bénéficiaire du montant qui lui est attribué, étant entendu que ces calculs sont établis par les services spécialisés internes de l'Hôtel de Ville de Paris. Seule la masse globale versée fait l'objet d'un contrôle. En effet, les services concernés de l'Hôtel de Ville bénéficient de procédures de contrôle interne jugées satisfaisantes tant par l'administration municipale, seul pourvoyeur de fonds de la Société de Retraite, que par ses dirigeants, Président et Conseil d'Administration.

Vérification du rapport moral et financier et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.



Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprises relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de détecter systématiquement toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives, lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs de ces comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la

falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Cergy le Haut, le 3 Mars 2025



Françoise AUTIER
Commissaire aux Comptes

Françoise AUTIER

Expert-comptable diplômée
Commissaire aux Comptes
Expert Judiciaire

SOCIETE DE RETRAITES
DES CONSEILLERS DE PARIS
AU TITRE DE LEUR MANDAT DEPARTEMENTAL

Hôtel de Ville
75196 PARIS RP

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice du 1er Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

Françoise AUTIER

Expert-comptable diplômée
Commissaire aux Comptes
Expert Judiciaire

SOCIETE DE RETRAITES
DES CONSEILLERS DE PARIS
AU TITRE DE LEUR MANDAT DEPARTEMENTAL

Hôtel de Ville
75196 PARIS RP

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice du 1er Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons un rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.



Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Cergy le Haut, le 3 Mars 2025.



Le Commissaire aux Comptes
Françoise AUTIER

BILAN ACTIF

	31/12/2024			Euros
	31/12/2023			
	Brut	Amort.Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, drts & val. similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	3 263,22		3 263,22	2 824,57
Capital souscrit - appelé, non versé	97 856,43		97 856,43	58 650,80
Valeurs mobilières de placement	9 360,65		9 360,65	11 980,96
Disponibilités	110 480,30		110 480,30	73 456,33
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	110 480,30		110 480,30	73 456,33
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

Euros

	31/12/2024	31/12/2023
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé :		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	70 522,39	241 659,15
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	37 317,91	171 136,76
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	107 840,30	70 522,39
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits (2)		
Emprunts et dettes financières (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 640,00	2 580,00
Fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		353,94
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
Intérêts courus et frais à payer		
	2 640,00	2 933,94
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	110 480,30	73 456,33
(1) Dont à plus d'un an (a)	2 640,00	2 933,94
(1) Dont à moins d'un an (a)		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2024			Euros
	31/12/2023			
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Vente de marchandise				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)				
Chiffre d'affaire net				
Production stockée				
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme			1 430 000,00	1 270 000,00
Subventions d'exploitation				
Reprise sur provisions et transfert de charges				
Autres produits			1 430 000,00	1 270 000,00
Charges d'exploitation (2)				
Achat de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks			1 399 549,24	1 450 897,61
Autres achats et charges externes (a)				
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotation aux provisions				
Autres charges			1 399 549,24	1 450 897,61
RESULTAT D'EXPLOITATION			30 450,76	- 180 897,61
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participation (3)			8 655,15	9 849,85
Produits de placement				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
Différence positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total			8 655,15	9 849,85
Charges financières				
Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				
RESULTAT FINANCIER			8 655,15	9 849,85
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			39 105,91	- 171 047,76

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)

Euros

	31/12/2024	31/12/2023
	Net	Net
Produits exceptionnels		
Sur opération de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charge		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats	1 788,00	89,00
Impôts sur les bénéfices		
Total des produits	1 438 655,15	1 279 849,85
Total des charges	1 401 337,24	1 450 986,61
BENEFICE OU PERTE	37 317,91	- 171 136,76
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

DETAIL DU BILAN ACTIF

	Euros			
	31/12/2024	31/12/2023	Variation	
	Net	Net	Montant	%
ACTIF CIRCULANT				
Créances	3 263,22	2 824,57	438,65	15,53
Autres créances				
468700 PRODUITS A RECEVOIR	3 263,22	2 824,57	438,65	15,53
Total créances				
Valeurs mobilières de placement	36 807,16	-	36 807,16	-
508100 Compte sur livret	61 049,27	58 650,80	2 398,47	4,09
508200 Livret A				
Total	97 856,43	58 650,80	39 205,63	-
Disponibilités	705,55	9 582,49	- 8 876,94	- 92,64
512000 BANQUE SOCIETE GENERALE	8 655,10	2 398,47	6 256,63	
518700 Intérêts courus à recevoir				
Charges constatées d'avance				
486000 Charges constatées d'avance				
Total	9 360,65	11 980,96	- 2 620,31	- 21,87
Total actif circulant	110 480,30	73 456,33	37 023,97	50,40
TOTAL GENERAL	110 480,30	73 456,33	37 023,97	50,40

0,00

DETAIL DU BILAN PASSIF

	Euros			
	31/12/2024	31/12/2023	Variation	
	Net	Net	Montant	%
CAPITAUX PROPRES				
Report à nouveau	70 522,39	241 659,15	- 171 136,76	- 70,82
110000 REPORT A NOUVEAU				
Total	70 522,39	241 659,15	- 171 136,76	- 70,82
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	37 317,91	171 136,76	208 454,67	121,81
Total capitaux propres	107 840,30	70 522,39	37 317,91	52,92
DETTES				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 640,00	2 580,00	60,00	2,33
408100 HON CAC/BILAN A PAYER				
Total	2 640,00	2 580,00	60,00	2,33
Débiteurs divers ou créditeurs divers				
Autres charges à Payer	-	353,94	- 353,94	- 100,00
467600 Arrérages à payer				
468600 CHARGES A PAYER				
Total	-	353,94	- 353,94	- 100,00
518600 Intérêts courus et frais à payer circularisation				
Total	-	-	-	-
Total dettes	2 640,00	2 933,94	- 293,94	- 10,02
TOTAL GENERAL	110 480,30	73 456,33	37 023,97	50,40

0,00

DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

Euros

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	
	Net	Net	Montant	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Subventions d'exploitation				
740000 SUBVENTIONS RECUES	1 430 000,00	1 270 000,00	160 000,00	12,6
Total	1 430 000,00	1 270 000,00	160 000,00	12,6
Produits d'exploitation	1 430 000,00	1 270 000,00	160 000,00	12,60
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes				
621000 RETRAITES ET REVERSIONS	1 394 297,87	1 447 634,70	53 336,83	3,68
621100 RETRAITES - saisies arrêt	1 493,00		1 493,00	
622600 HONORAIRES CAC	2 640,00	2 580,00	60,00	2,33
627000 FRAIS BANCAIRES	1 118,37	682,91	435,46	63,77
Total	1 399 549,24	1 450 897,61	51 348,37	3,54
Charges d'exploitation	1 399 549,24	1 450 897,61	51 348,37	3,54
RESULTAT D'EXPLOITATION	30 450,76	180 897,61	211 348,37	116,83
PRODUITS FINANCIERS				
Produits de placement				
764000 INTERETS DES LIVRETS CSL ET A	8 655,15	9 849,85	1 194,70	12,13
Total	8 655,15	9 849,85	1 194,70	12,13
Produits financiers	8 655,15	9 849,85	1 194,70	12,13
CHARGES FINANCIERES				
Intérêts débiteurs				
Charges financières				
RESULTAT FINANCIER	8 655,15	9 849,85	1 194,70	12,13
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	39 105,91	171 047,76	210 153,67	122,86
IMPOTS SUR LES BENEFICES	1 788,00	89,00		
Total des produits	1 438 655,15	1 279 849,85	158 805,30	12,41
Total des charges	1 401 337,24	1 450 986,61	49 649,37	3,42
BENEFICE OU PERTE	37 317,91	171 136,76	208 454,67	121,81

Règles et méthodes comptables
(décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 110 480,30 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 37 317,91 Euros

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 31/12/2024.

Faits caractéristiques de l'exercice : néant.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture : néant.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales de l'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires)

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changement de méthodes

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent.

Contributions non financières

Conformément à la convention annuelle d'objectifs signée avec la ville de Paris, La ville de Paris met gracieusement à disposition de la société de retraite, les locaux et moyens logistiques nécessaires à son fonctionnement et prend en charge les dépenses de personnel correspondantes

Ces dépenses ont été estimées à 1 000 € par an.

Néanmoins, on peut estimer la valorisation des bureaux à 1 000 € par an, du fait de l'occupation précaire, et à temps partiel de ceux-ci.

Une estimation du coût salarial global annuel affecté à la société de retraite a été établie en annexe à la convention entre l'association et la ville de Paris; elle est de 6 800 € pour l'année 2024.

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	3 263,22	2 824,57
Autres créances	8 655,10	2 398,47
Intérêts courus à recevoir		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	11 918,32	5 223,04

CHARGES A PAYER

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code du commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Intérêts courus et frais à payer - Frais bancaires circularisation	2 640,00	2 580,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		353,94
Autres dettes		
Total	2 640,00	2 933,94